



**TOGETHER**  
*for a sustainable future*

## OCCASION

This publication has been made available to the public on the occasion of the 50<sup>th</sup> anniversary of the United Nations Industrial Development Organisation.



**TOGETHER**  
*for a sustainable future*

## DISCLAIMER

This document has been produced without formal United Nations editing. The designations employed and the presentation of the material in this document do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of the Secretariat of the United Nations Industrial Development Organization (UNIDO) concerning the legal status of any country, territory, city or area or of its authorities, or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries, or its economic system or degree of development. Designations such as “developed”, “industrialized” and “developing” are intended for statistical convenience and do not necessarily express a judgment about the stage reached by a particular country or area in the development process. Mention of firm names or commercial products does not constitute an endorsement by UNIDO.

## FAIR USE POLICY

Any part of this publication may be quoted and referenced for educational and research purposes without additional permission from UNIDO. However, those who make use of quoting and referencing this publication are requested to follow the Fair Use Policy of giving due credit to UNIDO.

## CONTACT

Please contact [publications@unido.org](mailto:publications@unido.org) for further information concerning UNIDO publications.

For more information about UNIDO, please visit us at [www.unido.org](http://www.unido.org)



15740-F

Distr. LIMITEE

ID/WG.462/5

7 août 1986

Organisation des Nations Unies pour le développement industriel

FRANCAIS

Original : ANGLAIS

---

Troisième Consultation  
sur l'industrie des machines agricoles  
Belgrade (Yougoslavie), 29 septembre-3 octobre 1986

Document thématique I

PERSPECTIVES DE LA COOPERATION INTERREGIONALE  
DANS L'INDUSTRIE DES MACHINES AGRICOLES, SURTOUT PARI  
SES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES\*

Etabli par le Secrétariat de l'ONU

337

---

\* Traduction d'un document n'ayant pas fait l'objet d'une mise au point rédactionnelle.

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
I. INTRODUCTION ET GENERALITES	1 - 13	3
II. NOUVELLE APPROCHE POUR SATISFAIRE LES BESOINS DES PAYS EN DEVELOPPEMENT	14 - 30	6
III. QUESTIONS A CONSIDERER	31	11

## I. INTRODUCTION ET GENERALITES

1. La récession économique mondiale a entraîné dans l'industrie des machines agricoles une forte réduction de la demande du monde entier, surtout pour les tracteurs et les moissonneuses-batteuses mais aussi la plupart des appareils tractés. La plupart des pays en développement se trouvant dans cette situation, leurs marchés n'ont pas pu assurer l'important nouveau débouché qu'escomptaient les fabricants de pays développés.

2. La réduction de l'ampleur du marché a conduit à une très vive concurrence et à une détérioration de la situation des fabricants. Même si la capacité mondiale de production a dû tenir compte de cette réduction de la demande, l'offre reste encore aujourd'hui de près de 20 % supérieure à la demande effective.

3. Ces difficultés ont conduit les grands fabricants à élaborer de nouvelles stratégies, et c'est ainsi par exemple que les sociétés les mieux organisées à l'échelon mondial concluent les unes avec les autres des accords techniques, économiques et commerciaux dans le but d'écarter tout nouveau venu du marché. Ainsi que le montrent des indicateurs tels que la concentration des usines, les sociétés transnationales préfèrent conserver la maîtrise de zones où elles ont acquis une certaine expérience et sont solidement implantées (gros engins motorisés, par exemple) plutôt que de diversifier leurs opérations ou chercher à percer dans des marchés qu'elles jugent limités.

4. En dépit des capacités de production inutilisées dont elles disposent et qui pourraient être mobilisées dans le cadre de coentreprises ou d'accords de licences, les petites et moyennes entreprises des pays développés sont peu disposées à transférer leur connaissance de la conception et de la fabrication de produits, par suite essentiellement de leur manque d'expérience s'agissant des pays en développement et de l'absence des renseignements qui leur seraient nécessaires pour conclure de tels accords avec assurance.

5. Le futur de l'industrie mondiale des machines agricoles dépend de l'évolution qualitative et quantitative de son marché et notamment des concepts de mécanisation agricole adoptés par les pays. Ces concepts sont eux-mêmes étroitement liés aux politiques de ces pays dans les domaines de l'agriculture et de l'industrialisation et à leurs méthodes de fabrication. Le concept qui a jusqu'à présent prédominé est celui d'une forte mécanisation

faisant appel à des tracteurs et à des engins tractés, qui a été adopté par laplupart des pays en développement sans toujours accorder aux conditions locales toute l'attention voulue.

6. Ainsi qu'il est apparu à l'occasion de précédentes consultations et réunions sur l'industrie des machines agricoles, les engins et l'équipement agricoles doivent dans ce contexte être considérés dans leur sens le plus large et s'étendre à une large gamme de produits : outillage à main, instruments à traction animale, appareils manuels, matériel d'irrigation, appareils de protection des récoltes, machines et engins à moteur tels que tracteurs, motoculteurs, machines et moissonneuses-batteuses, enfin machines et engins spécialisés. Il faut également inclure dans cette énumération les appareils employés pour le magasinage, le transport et le premier traitement des matières premières agricoles<sup>1/</sup>.

7. Dans la plupart des pays en développement, ce concept de forte mécanisation agricole a dû faire face à de nombreux obstacles d'ordre structurel (taille des exploitations), écologique (fragilité des sols tropicaux), financier (solvabilité des agriculteurs), etc. Ces obstacles obligent à élaborer d'autres politiques axées sur une autosuffisance alimentaire, telle que l'intensification de la production agricole. Dans ce cas, la mécanisation agricole doit s'effectuer à partir d'une diversité de biens d'équipement conçus pour de petites entreprises agricoles décentralisées, sans spécialisation et disposant d'une abondante main-d'oeuvre mais de faibles ressources financières. Or, ni l'offre des pays industrialisés, ni la gamme des produits vendus par les entreprises transnationales ne permettent de satisfaire ces besoins. De plus, le matériel importé est souvent à l'origine de nombreuses difficultés pour les pays en développement. L'équipement et les machines conçus et fabriqués dans les pays développés doivent souvent être modifiés ou même complètement repensés pour répondre à la fiabilité et à l'adaptabilité mécaniques qu'exigent les conditions locales, processus en fin de compte extrêmement coûteux et peu efficace.

---

<sup>1/</sup> Voir "L'industrie du machinisme agricole dans les années 80 : éléments pour une coopération internationale" (ID/WG.400/1).

8. Outre les difficultés structurelles, écologiques, financières et autres qu'elle soulève, cette conception fondée sur une forte tractorisation n'a pas permis de suffisamment relever la production agricole des pays en développement. Le taux de croissance de cette production en effet n'a été que d'un peu plus de 3 % au cours des dernières décennies ce qui, vu l'augmentation rapide de la population au cours de la même période, donne pour la production par habitant un taux de croissance de 0,3 % par an seulement. Cette moyenne cache d'ailleurs d'énormes différences puisque le taux de croissance de la production par habitant est de 1,4 % en Asie du Sud-Est, 0,6 % en Amérique latine et -1,1 % en Afrique<sup>2/</sup>.

9. La FAO estime que pour faire face d'ici l'an 2000 au triple défi que constituent la faim, la croissance démographique et le sous-développement, il faudrait que la production agricole des pays en développement augmente en moyenne de 3,9 % par an au lieu des 2,6 % enregistrés au cours des dix dernières années.

10. La machine agricole est un secteur de l'industrie qui peut largement contribuer à une augmentation de la production agricole et du rendement industriel des pays en développement. Or, l'apport des pays en développement au total de la production mondiale d'équipement agricole de tout genre ne s'élève selon les estimations qu'à environ 6 %.

11. A l'heure actuelle, la production locale de machines agricoles en Afrique ne satisfait qu'environ 5 % du total de la demande apparente qui s'élève à quelque 1,5 milliard de dollars par an; cette situation a pour résultat que les importations dominent le marché. Vu les limitations que la balance des paiements impose dans de nombreux pays en développement aux importations de biens d'équipement, ces pays auraient de toute évidence avantage à satisfaire le plus possible leur demande par une production intérieure au lieu d'importations. Le développement de l'industrie des machines agricoles pourrait par la même occasion ouvrir la voie à l'industrie des biens d'équipement, tout en satisfaisant les exigences prioritaires des agriculteurs et en favorisant un relèvement de la production alimentaire.

---

2/ Voir Banque mondiale, Toward Sustained Development, A Joint Programme for Sub-Saharan Africa, 1984.

12. La nécessité de renforcer les capacités locales de production et d'entretien de machines et d'outils agricoles adaptés aux méthodes locales d'exploitation, est donc évidente. Parvenir à cet objectif exige l'adoption de techniques appropriées faisant appel aux ressources et à la main-d'oeuvre locales. En Afrique le développement de la machine agricole doit être conçu de manière à conduire à un accroissement quantitatif et à une diversification des produits fabriqués ainsi qu'à une augmentation de la valeur ajoutée.

13. Atteindre ces objectifs exigera de gros investissements. Leurs coûts dépassent de toute évidence les possibilités financières actuelles des pays africains et exigeront donc une assistance extérieure dans les domaines des finances, du transfert de technologies, de la recherche et développement et de la formation. Cette assistance ne pourra s'obtenir que par une coopération entre pays développés et pays en développement ainsi qu'entre pays en développement eux-mêmes.

## II. NOUVELLE APPROCHE POUR SATISFAIRE LES BESOINS DES PAYS EN DEVELOPPEMENT

14. Compte tenu de la nécessité de faire appel à des technologies appropriées et/ou intermédiaires pour satisfaire aux divers besoins des pays en développement, de plus grands efforts devront être déployés pour trouver de nouvelles sources de fourniture de machines et d'appareils agricoles et d'aide au développement des capacités locales de production. Un renforcement des échanges et de la coopération avec d'autres pays en développement pourrait aussi conduire à l'élargissement des marchés desservis par les pays producteurs, indispensable à la réalisation d'économies d'échelle, et susceptible de profiter à tous les intéressés.

15. A comparer l'expérience du développement de la machine agricole qu'ont les pays d'Asie, d'Amérique latine et des Caraïbes et ceux d'Afrique, il apparaît nécessaire d'examiner les possibilités industrielles et le potentiel technique de chacune des régions et de définir les complémentarités industrielle. entre les différentes régions, afin de proposer des mécanismes pratiques susceptibles de faciliter la coopération interrégionale<sup>3/</sup>.

---

<sup>3/</sup> Voir "Réunion du groupe d'experts sur la création d'entreprises de production multinationales dans les pays en développement, 25-28 novembre 1985 (UNYDO/PC.133).

16. Les probabilités de succès de coentreprise de production de machines agricoles sont probablement meilleures lorsque cette opération concerne des pays ayant des conditions agro-écologiques analogues. Au cours des ans, chaque pays en développement a acquis certaines aptitudes tant pour ce qui est de l'importation et de l'assimilation de technologies que de la conception de techniques de fabrication et de produits appropriés ou de la mise sur pied d'institutions de recherche et développement. L'évaluation de ces aptitudes et l'examen des possibilités d'une coopération visant à les renforcer, à l'avantage mutuel des pays concernés, devraient présenter un grand intérêt.

17. Un grand nombre de pays en développement plus avancés tels que l'Algérie, l'Argentine, le Brésil, l'Inde, la Malaisie, le Mexique, la Thaïlande, la Turquie, la Yougoslavie et le Zimbabwe ont réalisé des progrès dans la fabrication et l'assemblage de certains types d'instruments aratoires (houes, pioches, pelles, etc.), d'appareils à traction animale ou motorisés (charrues, semoirs, distributeurs d'engrais, etc.), de motoculteurs, de tracteurs, de moissonneuses-batteuses et d'autres engins et équipements répondant aux besoins des pays en développement. Ces progrès ont eu pour fondement l'élaboration et l'application par les gouvernements intéressés de politiques délibérées en matière de développement et de mécanisation agricole.

18. Il n'en demeure pas moins que jusqu'à présent la coopération interrégionale entre pays en développement reste limitée, notamment dans le cas des pays d'Afrique, par suite de leur forte orientation vers des marchés sous-régionaux ou régionaux voisins et de la pénurie de fonds permettant d'accorder des garanties commerciales et d'investir à l'étranger.

19. De plus, la coopération actuellement pratiquée entre pays en développement porte surtout sur les échanges - non sur la production - et présente en général un caractère intrarégional. En 1980, les exportations de machines agricoles en provenance de 13 pays en développement se sont élevées à près de 163 millions de dollars (aux prix constants de 1975). Ces exportations provenaient pour 88 % de l'Amérique latine et notamment du Brésil (85 %), suivi par l'Argentine, le Mexique, la Colombie et El Salvador. La part de l'Asie s'élevait à 11 %, Singapour venant en tête avec environ un tiers des exportations de machines agricoles en provenance de pays d'Asie en développement. Les exportations africaines ont été inférieures à 1 % du

total. Près de 80 % des exportations de machines agricoles en provenance de pays en développement sont dirigés vers d'autres pays en développement essentiellement dans le cadre d'échanges interrégionaux<sup>4/</sup>.

20. Il ressort de ce qui précède que la coopération Sud-Sud a été plus effective aux plans sous-régional et régional qu'au niveau interrégional. Cet état actuel de la coopération peut s'expliquer par un certain nombre de facteurs, notamment la proximité géographique et certaines traditions communes et certains liens culturels.

21. On s'attend aujourd'hui que le principal domaine de croissance en Asie, en Amérique latine et dans les Caraïbes soit celui des échanges intrarégionaux. On s'attend aussi que les producteurs de ces régions renforcent leur pénétration des marchés du Moyen-Orient et d'Afrique tropicale, où les pays du Sud ont en 1979 fourni moins de 6 % du total des importations de biens d'équipement, notamment, machines agricoles. Certains pays tels que le Brésil et l'Inde ont commencé à fournir d'autres régions en développement. C'est ainsi, par exemple, que près de 30 % des exportations indiennes ont été dirigées vers des pays d'Afrique.

22. Il conviendrait de procéder à un examen de l'expérience acquise dans les échanges intrarégionaux et interrégionaux et de renforcer la coopération en se fondant pour cela sur une considération des avantages attendus d'un échange de techniques appropriées et de connaissances de la conception, la fabrication, l'utilisation, la réparation et l'entretien de produits ainsi que de la recherche et développement consacrés à l'outillage et aux machines agricoles.

23. Une enquête effectuée au nom de l'ONUDI et portant sur les utilisateurs, marchands et producteurs de machines agricoles dans différents pays d'Afrique a confirmé que les produits fabriqués dans des pays aux caractéristiques climatiques et pédologiques analogues (Asie, Amérique latine et Caraïbes) peuvent être adaptés avantageusement en vue de leur utilisation dans les conditions propres à l'Afrique. On a également constaté que les techniques de

---

<sup>4/</sup> Voir "A survey of Latin American agricultural machinery industry" (UNIDO/IS.407), 1983.

fabrication empruntées à des pays en développement conviennent mieux aux conditions de production propres à d'autres pays en développement, notamment en Afrique<sup>5/</sup>.

24. L'enquête a d'autre part révélé qu'il est apparemment plus avantageux pour les pays d'Afrique d'améliorer les usines existantes et de créer des unités de dimension moyenne pour la fabrication, en petites quantités et par des techniques intermédiaires, d'instruments aratoires à traction animale et de machines manuelles, que de créer de grandes usines vu l'étroitesse actuelles des marchés.

25. Dans les pays en développement plus avancés et dans les pays industrialisés, les petits et moyens fabricants peuvent jouer un rôle considérable dans les programmes de coopération qui visent le développement de l'industrie des machines agricoles et en vue d'atteindre l'objectif à long terme qui consiste à se suffire dans ce secteur. Par leur aptitude à adapter leur production à la demande et à la diversifier, les petites et moyennes entreprises des pays développés ont la flexibilité voulue pour proposer de nombreuses idées novatrices qui permettent de satisfaire la diversité des besoins des pays en développement en recourant à de nouvelles formes de coopération industrielle.

26. Le domaine et le potentiel existent donc pour le développement d'une coopération économique et technique Sud-Sud surtout par les petites et moyennes entreprises. C'est ainsi par exemple que, dans d'autres pays en développement plus avancés et dans certains pays développés, a été mis sur pied un efficace secteur de petite industrie qui pourrait présenter un énorme intérêt pour les pays d'Afrique. Les petites industries tendent à susciter dans chaque pays une croissance et un développement industriels à base plus large. Dans certains cas même, la valeur ajoutée manufacturière y est plus élevée que dans les grandes industries; de plus, elles utilisent surtout des matières premières locales. Elles ont, en outre, une forte incidence sur la création d'emplois, notamment en zone rurale.

27. Pour ces raisons et d'autres, il conviendrait de soigneusement considérer la possibilité d'une coopération de l'Afrique avec l'Asie et l'Amérique latine et les Caraïbes, à condition que les entraves et les difficultés qui

---

<sup>5/</sup> Voir "Perspectives of South-South co-operation in the agricultural machinery industry" (ID/WG.462/9).

s'opposent à cette coopération soient amoindries sinon même entièrement éliminées. Outre le manque d'infrastructure, de moyens techniques et de main-d'oeuvre formée, les principaux obstacles qui s'opposent à une coopération interrégionale visant le développement de l'industrie des machines agricoles dans les pays en développement et notamment en Afrique, sont l'absence de capitaux à consacrer aux investissements nécessaires, la faiblesse et la dispersion des marchés, enfin l'insuffisance des échanges d'information<sup>6/</sup>. Ces difficultés devraient pouvoir être résolues par une coopération entre producteurs aux échelons national, sous-régional et interrégional. La difficulté liée à l'étroitesse des marchés nationaux peut être surmontée en groupant les marchés aux échelons sous-régionaux et régionaux et en rationalisant la production à ces mêmes niveaux.

28. Quant à la pénurie de devises nécessaires à l'acquisition des technologies, de l'équipement, des services techniques et des autres intrants à importer, les pays en développement devraient également considérer, pour financer ces importations, le développement de nouvelles possibilités d'échanges compensés; ceux-ci atteignent à l'heure actuelle près de 30 % du commerce mondial<sup>7/</sup>.

29. Il serait utile, pour promouvoir la coopération régionale et interrégionale, que les gouvernements des pays en développement définissent, adoptent et appliquent des politiques et des stratégies industrielles qui facilitent l'intégration des marchés et l'acquisition des ressources (finances, main-d'oeuvre et technologie) nécessaires à la promotion du secteur de la machine agricole. Un soutien industriel efficace s'impose notamment dans le domaine d'une formulation claire et précise des politiques, des plans et des programmes concernant la mécanisation agricole, de l'informatique et de la formation industrielles et de la promotion industrielle et commerciale, pour établir le cadre d'une coopération industrielle conforme aux objectifs nationaux de développement.

---

<sup>6/</sup> Voir "Stratégies en vue d'un développement intégré de l'agriculture s'appuyant sur la production locale de matériel d'irrigation et d'autres machines agricoles par de petites et moyennes entreprises" (ID/WG.462/6).

<sup>7/</sup> Evaluation reprise de l'étude intitulée "The World of Countertrade", réalisée par l'American Institute of Business Trend Analysis, 1983.

30. La Décennie du développement industriel de l'Afrique (IDDA) constitue dans ce domaine un cadre utile de coopération. Dans le Plan d'action de Lagos, les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) se sont engagés à accorder le principal rôle à l'industrie, en réaffirmant leur détermination de modifier la structure économique de l'Afrique. La plus haute priorité est à cet effet accordée à l'instauration de l'autosuffisance alimentaire pour laquelle les pouvoirs publics doivent pourvoir aux conditions matérielles et économiques nécessaires à l'exploitation de toutes les terres à vocation agricole. La deuxième priorité est de promouvoir une intégration économique graduelle à l'échelon régional et de coordonner les politiques de développement de différents pays constituant un ensemble géographique, afin non seulement de faciliter l'établissement de marchés préférentiels sous-régionaux mais aussi de coordonner les politiques économiques des pays d'Afrique, pour les négociations avec des partenaires économiques non africains. L'objectif du Plan d'action de Lagos est le lancement d'activités industrielles à l'échelon sous-régional. L'intégration économique devrait être réalisée grâce à l'établissement de liens solides entre l'industrie et l'agriculture, en mettant en place l'infrastructure relative aux machines et matériels agricoles, au sens le plus large du terme (installations d'irrigation, de transformation des aliments, de magasinage et autres)<sup>g/</sup>. Des programmes visant une spécialisation nationale dans la production d'intrants agricoles ont déjà été lancés. Ces programmes intrarégionaux devraient faciliter la coopération avec les partenaires africains en tirant partie des marchés élargis qu'ils créent dans le cadre de groupements régionaux tels que la zone d'échanges préférentiels dans les Etats d'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (ZEP) et la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

### III. QUESTIONS A CONSIDERER

31. Elément de l'évolution de l'économie mondiale, le développement des machines agricoles dans les pays en développement en général et en Afrique en particulier, doit se fonder sur un renforcement de l'autosuffisance, de la

---

<sup>g/</sup> Voir ID/WG.462/5, op.cit.

coopération entre pays en développement et de la coopération entre pays en développement et pays développés. Dans leurs délibérations en vue d'une meilleure compréhension des problèmes qui se posent dans ce secteur et des mesures à prendre pour les résoudre, les participants à la Consultation sont invités à s'attacher aux points suivants :

- a) Evaluation des possibilités particulières qui s'offrent en vue d'une coopération interrégionale entre pays développés et pays en développement ainsi qu'entre pays en développement eux-mêmes, surtout pour les petites et moyennes entreprises participant au développement de l'industrie des machines agricoles;
- b) Analyse des principaux obstacles internes et externes, dans le but d'améliorer et de faciliter cette coopération;
- c) Etablissement d'une coopération en vue de la mise en place et du renforcement d'institutions se chargeant de la formation, de la conception, de la recherche et développement, de la réparation, de l'entretien, etc. Une possibilité à considérer dans ce domaine est le jumelage d'institutions de pays en développement avec des organismes analogues de pays industrialisés ou d'autres pays en développement en vue de la réalisation de programmes de travail spécifiques communs. Une autre possibilité à considérer est la promotion de réseaux sous-régionaux et régionaux d'institutions de ce genre;
- d) Détermination des principaux facteurs (techniques, économiques, juridiques) à considérer pour l'établissement d'un cadre de coopération industrielle. Il est nécessaire à ce propos d'examiner le rôle que pourraient jouer les banques régionales de développement, dans le financement de cette coopération, ainsi que la contribution que pourraient apporter l'ONUDI et d'autres organisations internationales à l'établissement de ce cadre.